

Towards 2010  
European Year for combating Poverty and Social Exclusion

Naples, 27-28 November 2009  
Maschio Angioino, Piazza Municipio

Biens Communs et Droits Collectifs.  
Raymond Van Ermen  
Forum Permanent de la Société Civile.

Nous sommes devant des mutations planétaires liés à la globalisation, aux technologies, aux crises énergétique et environnementale. L'Europe peut, fidèle à sa vocation, être le porteur d'une mutation de l'humanité. Mais pour cela, elle doit de doter d'une nouvelle méthodologie pour ce qui concerne la gestion de sa propre diversité culturelle et de sa relation à la "prospérité" dans un monde sans croissance ou à la recherche d'un autre type de croissance.

C'est dans ce contexte que le Forum Permanent de la Société Civile travaille sur les concepts de biens communs et droits collectifs *"Face à la crise globale, industrielle, financière, économique, environnementale et alimentaire qui fragilise nos démocraties, le Forum permanent de la société civile a convié divers associations et réseaux à réfléchir ensemble aux dérives que celle-ci met en évidence: spéculation financière non contrôlée, épuisement et gaspillage des ressources naturelles, exclusion d'une part croissante de la population de l'accès à des biens et services fondamentaux, processus de déstructuration des relations humaines tant au sein de nos pays qu'entre nos différents pays"*.

La Commission propose pour la future stratégie "EU 2020" trois objectifs dont "empowering people in inclusive societies". Le Président de la Commission a aussi évoqué une Déclaration d'Interdépendance. Pour nous les biens communs devraient faire partie de la Déclaration d'Interdépendance qui serait la partie introductive de la stratégie "EU2020".

*Les biens communs sont des biens nécessaires à la paix, la liberté et la démocratie, la justice et l'égalité, l'environnement et la protection des ressources, le patrimoine culturel, le partage et l'enrichissement des savoirs, les droits des générations futures, **la cohésion sociale et la solidarité.***

A travers ce thème nous adressons la question de savoir ce qui doit changer dans notre modèle économique et sociale pour assurer à tous le droit au bien-être. Je souligne : à tous, en Europe et dans le monde.

Le débat sur les biens communs et les droits collectifs ne peut être dès lors abordé de façon efficace que si la pauvreté et l'exclusion sociale sont au coeur des propositions.

Le débat doit dès lors s'inscrire dans une réflexion sur :

- Comment partager du “sens commun” (se construire à travers l'autre), comment assurer l'intégrité physique, la santé et la sécurité., comment redonner du sens au mot “progrès” et “bien-être pour tous” ?
- Comment assurer l'accès à des services minimaux qui préservent la dignité humaine
- Comment les “sans voix” seront ils écoutés, entendus, représentés ?

Avec la stratégie “UE 2020”, l'UE doit adopter un nouveau contrat sociétal dans lequel une Europe plus inclusive sera un pilier et un plan d'action plurilatéral (Etat-Marché-Société Civile) pour une nouvelle économie, doté d'un nouveau tableau de bord et de nouveaux partenariats qui soient en mesure d'assurer la prospérité des nouveaux Etats membres et de ceux où aujourd'hui le modèle classique de croissance économique d'au moins 2% permettant un Etat Providence ne fonctionne plus. L'UE sera fidèle à sa vocation, même si elle n'est plus le “centre de gravité du monde”<sup>1</sup>, et restera un acteur “prépondérant” si elle contribue à faire d'une mutation planétaire de la sécurité et de la prospérité, le temps d'une “mutation de l'humanité”, d'une autre manière de vivre ensemble. Pour cela redéfinir les biens communs et les droits collectifs est une étape indispensable, un cadre pour l'action.

Citoyenneté.

Parler de biens communs et de droits collectifs au plan européen est lié intuitivement au concept de citoyenneté. Ceux qui, reconnus collectivement, veulent participer à la cité et se conforme à ses règles.

Je voudrais me focaliser sur ceux pour qui le mot “citoyen” ne veut plus rien dire et sur ceux qui, dans l'Union, n'ont pas accès à cette citoyenneté européenne

L'année de la pauvreté devrait nous amener à focaliser davantage notre attention et propositions sur plusieurs catégories de population :

- Ceux qui dans nos pays sont sortis du système. En Grande Bretagne ils seraient 5 millions. En Allemagne ils seraient 9 millions dont 2 millions 450 mille jeunes de 14 à 24 ans. Chaque année leurs rangs se gonflent, entre autres de ceux que le système éducatif laisse sur le bord du chemin, pour lesquels le système éducatif “ne sait plus comment faire”. Dans les pays les plus performants, ils représentent 10 % des élèves. En Belgique francophone, ils représentent 20 % soit, soit sur une population de 4 millions d'habitants, de 8 à 12.000 jeunes sortis sans diplôme.
- Ceux qui sont des “travailleurs pauvres”. Ils sont 10 millions aux USA. Pour eux se posent en particulier le problème de leurs droits collectifs.
- Les migrants sans-papiers.

---

<sup>1</sup> Thomas Leysen, Président d'UMICORE, in *Le Soir* 1-2/8/09.

Ces populations, pour une bonne part de citoyenneté européenne, se sont réfugiés dans la "Forêt de Sherwood" (pour reprendre la saga de Robin des Bois). Ils vivent dans un monde parallèle, dans nos villes et nos campagnes. La pauvreté est souvent collective. Elle s'aggrave. Certains quartiers, certaines sous-régions où il y a plus de 50% de sans emploi sont des zones de débrouille, avec leur hiérarchie sociale. Ils ont leurs mécanismes de solidarité, leurs règles, leurs lois, ses systèmes de troc organisé, de monnaie locale.

Le 'système' que représente l'ordre établi n'a pas plus de légitimité à leurs yeux que le Prince Noir n'en avait pour Robin des Bois. La cupidité révélée par la crise financière, la corruption n'ont fait que délégitimer un peu plus à leurs yeux, les tenants de l'ordre établi. Nous sommes revenus au Moyen-Age. Ils rejettent le vote électoral, le droit. Ils ont leur propre "citoyenneté", une citoyenneté de substitution, avec ses plate-formes, ses services, ses magasins.

Ces groupes se débrouillent, ils s'adaptent aux contingences du moment. A leur niveau, ils ont des "innovations" et des "innovateurs". Ils ont leurs propres voies pour tenter de "progresser" et de s'accomplir.

Plusieurs questions se posent . J'en retiendrai deux :

#### 1. Comment leur assurer l'accès à des biens communs ?

*Les biens communs sont des biens, services et ressources qui **bénéficient à tous**. Ce sont des réalités matérielles ou immatérielles, culturelles et/ou sociales importantes pour le respect de la vie et des écosystèmes, l'épanouissement et le bien-être des personnes, une nouvelle éthique économique et politique, de nouveaux mode de gestion de l'économie, de la finance et des entreprises. Valeurs éthiques et biens communs sont étroitement liés.*

Les biens communs devraient comprendre ce que l'on appelle les services de base qui font partie de la dignité humaine : santé, alimentation, énergie, services financiers, transport, éducation

Les Municipalités devraient elles mettre en place un "Convenant of Mayors" pour la pauvreté comme il y en a un pour le climat ? Il s'agit de doter l'Europe d'une nouvelle "Symphonie"

#### 2. Comment faire entendre leurs voix ?

*Leur mise en oeuvre et leur garantie sont de la responsabilité des Institutions Européennes, des Organisations Gouvernementales et non Gouvernementales, des Entreprises et du secteur financier, des Syndicats, des Citoyennes et des Citoyens. Cette mise en oeuvre nécessite la reconnaissance de droits collectifs.*

Ils vivent à la périphérie de notre système de société. Entre eux et les "citoyens", il y a des individus et des organisations "passerelles. Certains sont bien sûr les organisations dites CPAS, police et autres institutions confrontées à la grande pauvreté. Ils doivent gérer les conditions de l'aide légale, les zones de "tolérance"

par rapport à la loi et la sécurité publique. Il y a aussi ceux qui sont entrés en résistance à leurs côtés contre l'ordre établi. Des intellectuels, des personnes qui agissent au nom de leur foi ou de leurs engagements philosophiques, des ong.

Le nouveau contrat sociétal dont l'Europe a besoin ne sera crédible que s'il trouve le moyen d'associer les réseaux para- légaux qui eux disposent d'une capacité gigantesque de réinsertion. Reste qu'il faudrait jeter des passerelles là aussi entre services publics et les systèmes alternatifs .

*Les Droits Collectifs sont des droits individuels qui sont détenus et/ou exercés collectivement. **Ils sont défendus par des groupes à qui des droits sont garantis par les Institutions Européennes et les Tribunaux.***

Les mécanismes communautaires ne sont pas adaptés pour aider les individus et ong passerelles. Il faut pour progresser

- Une vision des biens communs et des droits collectifs pour ceux qui sont hors du système.
- Une flexibilité des mécanismes de financement
- Des indicateurs du service rendu par ses individus et ong passerelles.
- Une reconnaissance du service rendu.

Selon Dennis Meadow, “des changements sociaux sont nécessaires pour parvenir à réaliser l'avenir le plus attrayant. Ils donneront de meilleurs résultats que les changements techniques, qui ne suffiront pas. Il nous faut investir dans de nouveaux systèmes de gouvernance, de nouveaux modèles économiques, de nouveaux modes de vie et une nouvelle culture. On devrait assister au cours des 20 à 30 prochaines années à davantage de changements en termes d'objectifs, d'attitudes et d'habitudes qu'il n'y en a eus au cours des 100 années précédentes”<sup>2</sup>. L'innovation et le changement surviennent déjà aujourd'hui dans les villes et les communautés. Ce sont les “innovations” que la première phase du processus de la Convention que nous demandons pour adopter la « Stratégie EU 2020 » devrait identifier, reconnaître et explorer en vue d'une augmentation d'échelle. Dans ce cadre, la réunion de Naples peut être extrêmement utile pour proposer comment mettre une société de l'inclusion et la lutte contre la pauvreté au cœur de cette stratégie.

---

<sup>2</sup> Dennis Meadow au Forum Mondial des Ressources. Davos, septembre 2009. Dennis Meadow est l'un des auteurs de *Limits to Growth, first report to the Club of Rome*. 1972.